
Points clés

- Pour des raisons financières, la Russie sera probablement contrainte de revoir son programme spatial militaire à la baisse. Le développement de moyens de guerre électronique apparaît comme une alternative asymétrique pertinente.

- La Flotte de la mer Noire, qui s'est significativement renforcée depuis quelques années, pourrait conduire des opérations de débarquement pour aider les pays d'Afrique et du Maghreb dans leur lutte antiterroriste.

- Dans le contexte de la pandémie, une triple tendance se dessine : posture répressive croissante du pouvoir, volonté d'autonomisation des gouverneurs et mécontentement populaire dépourvu d'exutoire.

Outil militaire : capacités et modernisation

Selon l'expert militaire P. Louzine, la Russie dépense environ 1,6 milliard de dollars par an pour son programme spatial militaire, ce qui la classe juste derrière les États-Unis et (probablement) la Chine. Elle fait cependant face à plusieurs contraintes : premièrement, ses satellites de communication présentent des caractéristiques techniques médiocres. Elle doit donc en produire et en déployer davantage pour couvrir les besoins de l'armée – au détriment des satellites de renseignement. Deuxièmement, en raison de la dépréciation du rouble en mars 2020, Moscou devra modérer ses ambitions. **Le nombre de satellites militaires russes augmentera plus lentement, voire diminuera dans un avenir proche. La Russie cherche à compenser ces limites par des solutions « asymétriques ».** D'une part, elle prétend concevoir des « satellites inspecteurs » dotés de capacités de destruction. Leur portée serait cependant moins militaire que politique (réaffirmation de puissance, poids dans les négociations). D'autre part, Moscou s'engage sur la voie, plus pertinente sur le plan militaire, du développement de moyens de guerre électronique terrestres, qui pourraient lui permettre de lutter contre des adversaires plus puissants (*Riddle*, 22 mai 2020).

L'expert militaire d'*Izvestia* D. Boltenkov estime que **la Flotte de la mer Noire, qui s'est sensiblement renforcée au cours de ces dernières années, est désormais capable d'assurer une présence permanente** (notamment sous-marine) **en Méditerranée et de mener des opérations (frappes et débarquement) de grande envergure.** En particulier, lors du conflit syrien, elle a montré sa capacité à approvisionner efficacement en armes les troupes stationnées en Syrie au moyen de navires de débarquement. La Flotte de la mer Noire pourrait répliquer ce type d'opérations à la demande d'autres États menacés par le terrorisme, notamment en Libye, au Maghreb et en Afrique (*Izvestia*, 16 mai 2020).

Élites / *Siloviki*

T. Stanovaïa, de *R-Politik*, relève plusieurs tendances de politique intérieure dans le contexte de crise sanitaire. Premièrement, le Premier ministre Michouline a révélé son inconsistance politique. Deuxièmement, certains gouverneurs font preuve d'insubordination à l'égard du gouvernement fédéral et affirment leur autonomie – dans les limites, cependant, de ce qu'ils jugent acceptable par le Kremlin. Troisièmement, ce dernier répond à la crise par l'imposition de décisions administratives, sans véritable « stratégie de sauvetage ». Le régime cherche à étouffer les partis d'opposition parlementaire (*sistemnaïa oppositsiia*), privant la population de tout canal de contestation. À l'issue de la pandémie, la scène intérieure russe devrait connaître des tendances contradictoires. **Le pouvoir devrait encore durcir son contrôle sur la société et les processus politiques.** La concurrence croissante au sein des élites devrait se traduire par des pratiques répressives arbitraires. Dans le même temps, **les mouvements de protestation, d'abord apolitiques et locaux, devraient se multiplier.** Articulés au mécontentement et aux velléités d'émancipation des gouverneurs régionaux, ils devraient accélérer l'érosion du régime (*Centre Carnegie de Moscou*, 13 mai 2020).

A. Kolesnikov, du Centre Carnegie de Moscou, observe pour sa part que **la pandémie a entraîné une baisse de la popularité du président auprès des classes**

Points clés

- Le maire de Moscou, qui s'est imposé comme une figure de premier plan pendant la crise sanitaire, irrite l'entourage de Vladimir Poutine et pourrait subir des tentatives de déstabilisation.

- Le groupe des BRICS pourrait tenter de se positionner comme un acteur majeur du multilatéralisme. La présidence russe du groupe doit se concentrer sur le développement des liens avec les pays tiers (BRICS+).

- Trop affaiblie économiquement, la Russie pourrait ne pas avoir les moyens d'exploiter les opportunités offertes par le monde « post-Covid-19 » en matière de politique étrangère. Elle risque au contraire de se retrouver plus isolée et plus dépendante de la Chine.

- Pour certains experts, malgré le retrait américain, Moscou doit rester dans le traité « Ciel ouvert », qui lui permet d'obtenir des informations sur les activités militaires en Europe. Pour d'autres, le maintien de la Russie dans ce régime sans les États-Unis avantagerait l'Occident.

populaires, qui constituent sa base électorale traditionnelle. Par ailleurs, **elle a fait passer au second plan les conservateurs et les *siloviki***. En parallèle, on relève l'émergence d'un « Politburo 3.0 » dont les principales figures sont non pas les figures habituelles des structures de force, mais les (vice-) ministres des affaires sanitaires et sociales, le Premier ministre et le maire de Moscou S. Sobianine (*Centre Carnegie de Moscou*, 7 mai 2020).

Selon le politologue G. Pavlovski, S. Sobianine, qui s'impose pendant la crise comme une figure déterminée et indépendante (« tandis que V. Poutine s'auto-confine »), irrite l'entourage du président. Il pourrait faire l'objet, à l'automne, de polémiques visant à provoquer sa chute politique (*Ekho Moskvy*, 6 mai 2020).

Contexte stratégique

D. Souslov, du Haut collège d'économie de Moscou, estime que dans un contexte d'affaiblissement des mécanismes multilatéraux (G7, G20, ONU), le groupe des BRICS pourrait devenir un acteur majeur du multilatéralisme, à la condition de rester en dehors de l'affrontement entre les États-Unis et la Chine et entre les États-Unis et la Russie. **Durant sa présidence des BRICS (année 2020), la Russie devrait en priorité renforcer les formats d'interaction existants avec les pays tiers (« BRICS+ »)**, en premier lieu avec les participants non-occidentaux au G20 – Arabie Saoudite, Turquie, Indonésie, Corée du Sud, Mexique, Argentine. En outre, **la nouvelle crise économique mondiale, les sanctions et les guerres commerciales doivent inciter les BRICS à réduire le rôle du dollar** dans leurs transactions et à renforcer les instruments financiers et les institutions de développement indépendantes des États-Unis, comme la nouvelle banque de développement des BRICS (*Nezavisimaja gazeta*, 26 avril 2020, *Club Valdai*, avril 2020).

Le directeur du *Russian International Affairs Council* (RIAC) A. Kortounov estime que **le monde « post-Covid-19 » ouvre des opportunités pour Moscou** : celui-ci pourra promouvoir son discours souverainiste, n'apparaîtra plus comme la menace principale pour l'Occident, et pourrait aussi combler le « vide de force » (*vakuum sily*) au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie du Sud et dans l'espace postsoviétique. **La situation n'est cependant pas exempte de risques : marginalisation internationale provoquée par la crise économique, tentation isolationniste** (rejet par la population des engagements extérieurs jugés trop coûteux), bipolarisation des relations internationales limitant les perspectives de partenariats avec l'Inde, le Japon et le Vietnam (*Russian International Affairs Council*, 28 avril 2020).

Russie /Occident

Pour les experts du *PIR-Center* E. Boujinski et A. Chakirov, **maintenir sa participation au traité « Ciel ouvert » comporterait pour Moscou plus d'avantages que d'inconvénients, malgré le retrait de Washington**. Certes, les États-Unis risquent de « déléguer » à leurs alliés de l'OTAN le survol de l'espace aérien russe et continueront ainsi d'obtenir des informations. Cependant, la Russie conserva la possibilité de contrôler l'activité militaire (en particulier américaine) en Europe. Elle pourrait notamment redistribuer ses quotas de vols autorisés pour renforcer sa surveillance des pays d'Europe orientale, où la présence américaine s'accroît depuis 2014. En outre, le traité reste un instrument de confiance, et constitue l'un des rares canaux existants d'interaction efficace entre les militaires russes et occidentaux. G. Mirzaïan, de l'Université des finances auprès du Gouvernement russe, estime au contraire que **la Russie doit se retirer à son tour du régime « Ciel ouvert » pour préserver ses intérêts** : d'une part, pour éviter un déséquilibre entre les deux camps en matière de renseignement aérospatial ; d'autre part, pour dissuader D. Trump de renoncer à d'autres traités (*Kommersant*, 22 mai 2020, *Expert*, 22 mai 2020).

A. Kortounov considère qu'**un rapprochement stratégique entre Moscou et l'Union européenne à la faveur de la pandémie de coronavirus est peu vraisemblable**. Les échanges économiques et touristiques sont peu susceptibles de rebondir rapidement, le dialogue sur la sécurité européenne et la maîtrise des armements n'est plus prioritaire et les sanctions occidentales devraient se maintenir.

Points clés

- Moscou ne peut espérer de *reset* avec l'Union européenne. Il doit cependant s'efforcer de tisser des coopérations avec elle, même limitées.
 - Pour se prémunir contre la menace russe, Kiev doit privilégier les moyens de défense asymétriques : contre-espionnage, forces spéciales, drones de combat.
 - Certains experts contredisent les rumeurs selon lesquelles Moscou souhaiterait le départ du président syrien : la Russie ne prendra pas le risque de détériorer ses relations avec l'Iran et ne peut s'appuyer sur aucun successeur potentiel crédible.
-

Moscou ne doit cependant pas négliger les opportunités de coopérations plus restreintes, notamment en matière de renforcement de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de nucléaire iranien, de technologies (5G) et d'écologie. Ces modestes initiatives permettraient de limiter le risque d'une bipolarisation du monde, à laquelle Moscou comme Bruxelles n'ont pas d'intérêt (*Centre Carnegie de Moscou*, 22 avril 2020).

Biélorussie

A. Chraïbman, rédacteur en chef du site TUT.by (Minsk), observe que **la crise du coronavirus n'ouvre aucune perspective positive pour les relations russo-biélorusses** : les deux pays ont fait valoir leurs intérêts propres au détriment de la solidarité bilatérale, et les commémorations du 9 mai (reportées par Moscou et dont Minsk a tenté la « récupération ») n'ont pas apporté de réconciliation, mais des dissensions supplémentaires. Les négociations prévues en juin de cette année au sujet du renouvellement, après 2021, du bail pour les sites militaires russes en Biélorussie (station radar *Volga* et centre de communication de la marine russe de Vileïka), s'annoncent difficiles. Les élections présidentielles biélorusses à venir pourraient être ponctuées de provocations de part et d'autre (*Centre Carnegie de Moscou*, 21 avril 2020).

Ukraine

Pour V. Bardak, directeur du Centre des études sur l'armée, la reconversion et le désarmement (Kiev), **la Défense ukrainienne doit se concentrer sur le développement de moyens de guerre asymétriques**. Il est urgent de créer un puissant organe de contre-espionnage sur le modèle soviétique, capable d'alerter et de riposter en cas d'attaque russe sur le territoire ukrainien. L'Ukraine doit aussi renforcer ses capacités de dissuasion militaire en développant un programme de missiles de portée courte et intermédiaire (300-500 km, puis 1500 km). Elle doit également se doter de forces spéciales capables d'opérer en territoire ennemi. Enfin, plutôt que de lancer des projets d'armement longs et coûteux, Kiev aurait intérêt à miser sur les nouvelles technologies, comme les drones de combat. Pour l'heure, les lenteurs administratives constituent le principal obstacle au réarmement : le budget initialement prévu pour celui-ci en 2020 n'a toujours pas été débloqué (*Zerkalo Nedeli*, 3 mai 2020).

T. Silina, de *Zerkalo Nedeli* (Kiev), estime que la décision de V. Zelensky de renforcer l'équipe ukrainienne du « groupe de contact » tripartite de Minsk, en y intégrant plusieurs vice-ministres et députés de son parti, est mauvaise à double titre : d'une part, elle ne permettra pas d'obtenir des avancées dans les négociations, la position russe restant inflexible ; d'autre part, il est peu probable que Moscou y réponde en élevant à son tour le niveau de ses représentants. En cas d'échec, Zelensky et son parti seront directement exposés aux critiques (*Zerkalo Nedeli*, 7 mai 2020).

Moyen-Orient

Pour Z. Karaïev, de *Nezavisimaja Gazeta*, **les rumeurs selon lesquelles Moscou chercherait à obtenir le départ d'Assad en 2021 sont infondées**. Téhéran n'accepterait pas de perdre un dirigeant dans lequel il a tant investi et dont dépend son influence politique en Syrie. **Un tel scénario affecterait les relations russo-iraniennes** et pourrait même conduire à des affrontements militaires entre les deux pays. En outre, **Assad n'a pas de successeur potentiel acceptable**, y compris parmi ceux récemment présentés comme les favoris de Moscou : malgré ses bonnes relations avec l'armée russe, le major-général S. al-Hassan est un interlocuteur moins souple que l'actuel président et ses relations avec l'*establishment* syrien sont tendues. Le Premier ministre I. Khamis, pour sa part, n'est pas suffisamment respecté par les élites syriennes ; il est par ailleurs d'obédience sunnite, alors que la Russie s'appuie traditionnellement sur les populations chiïtes et alaouites (*Svobodnaïa Pressa*, 25 avril 2020).

A. Mardassov, du RIAC, et K. Semenov, de l'Institut pour le développement et l'innovation, estiment qu'en dehors de la sphère militaire, **l'influence de la Russie sur la Syrie a toujours été relativement faible**, comme en témoigne l'échec de ses

Points clés

- Le déploiement supposé d'avions de chasse russes en Libye viserait à renforcer l'influence de Moscou sur Haftar et à inciter celui-ci à assouplir sa position, afin de parvenir à un accord russo-turc sur la partition du pays.

- Bien qu'inévitable, l'intensification du rapprochement économique russo-chinois n'ira pas sans tensions du fait de la méfiance réciproque persistante.

tentatives visant à pousser le régime Assad à adopter des réformes. Moscou ne dispose pas dans ce pays de relais loyaux ou d'un lobby politique influent susceptible d'exercer une pression sur le régime. Sa position devrait encore s'affaiblir avec la diminution des ressources liée à la crise sanitaire et énergétique (*Riddle*, 15 mai 2020).

L'orientaliste et expert militaire M. Magid observe qu'en dépit d'un objectif stratégique commun (limiter le rôle des États-Unis au Moyen-Orient), la Russie et la Turquie entretiennent un conflit permanent (marqué par une alternance de phases « chaudes » et « froides ») du fait de leurs divergences d'intérêt. En particulier, en Lybie, les deux pays souhaitent s'assurer le contrôle des ressources pétrolières et la maîtrise de flux de réfugiés, qui constitue un levier de pression sur l'Europe. Cette compétition est aussi de nature géopolitico-confessionnelle, Ankara cherchant à consolider son influence sur le monde sunnite en s'appuyant sur les Frères musulmans (soutiens de Sarradj). **Le risque d'affrontements russo-turcs sur le théâtre libyen est réel, même si les deux pays trouveront probablement un accord pour prévenir l'escalade.** Le retrait des mercenaires russes de Libye s'explique par la volonté de Moscou d'éviter des pertes humaines importantes, dans un contexte où de nombreux matériels militaires russes (fournis aux forces d'Haftar par des pays tiers) ont été détruits, notamment par des drones turcs. Dans le même temps, par le déploiement supposé d'avions de chasse, **Moscou cherche probablement à rétablir l'équilibre militaire sur le terrain (rompu dernièrement au profit du gouvernement Sarradj) et à inciter Haftar à plus de souplesse, afin de parvenir à un accord avec Ankara sur une partition de la Libye** ou au moins à un cessez-le-feu. Cependant, Haftar, qui dispose de plusieurs soutiens étrangers, ne se pliera pas nécessairement aux injonctions russes (*Radio Svoboda*, 28 mai 2020).

Pour la spécialiste du Moyen-Orient E. Naoumova, Moscou n'a d'intérêt ni dans une défaite, ni dans une victoire d'Haftar. Son objectif est de rester un intermédiaire incontournable et une force politique majeure en Libye. Il s'efforcera donc de maintenir le conflit à un niveau d'intensité faible (*Lenta*, 25 mai 2020).

Pour l'expert militaire de *Voïennoïe Obozrenie* I. Polonski, **en cas de levée de l'embargo sur l'Iran après son expiration en octobre 2020, Moscou conclurait rapidement de nombreux contrats de vente d'armes avec Téhéran.** La priorité pour celui-ci serait l'acquisition de systèmes de défense anti-aérienne et antimissile (S-400) et de défense côtière (*Bastion*). L'Iran serait également intéressé par des chasseurs russes (Su-57, Su-30SM) ainsi que par des chars (T-90S). Moscou devrait cependant faire preuve de prudence et agir en fonction de ses intérêts financiers et politiques – la vente de S-400, en particulier, n'irait pas sans difficultés en raison des oppositions américaine et israélienne (*Voïennoïe Obozrenie*, 14 mai 2020).

Selon R. Mamedov, du RIAC, la vente de systèmes russes S-400 à l'Irak reste envisagée par les deux parties. Cependant, un tel accord comporterait de nombreux risques régionaux et pourrait déclencher des sanctions américaines. En outre, sa mise en place requerrait un gouvernement stable à Bagdad. **Les « discussions sérieuses » sur la coopération militaro-technique russo-irakienne seront probablement reportées après les prochaines élections législatives en Irak** et la formation d'un nouveau gouvernement (*Russian International Affairs Council*, 29 avril 2020).

Asie

Pour A. Gabouev et T. Oumarov, du Centre Carnegie de Moscou, **les conséquences de l'épidémie de coronavirus obligeront la Russie et la Chine à accélérer leur rapprochement économique, technologique et énergétique.** Compte tenu des réformes politiques internes amorcées au début de l'année et des promesses faites à la société, Moscou n'aura pas d'autre choix que de se tourner vers Pékin pour redresser rapidement son économie. **Bien qu'inévitable, ce rapprochement précipité risque de renforcer la méfiance mutuelle entre les élites des deux pays.** En Asie centrale, la Chine supplantera la Russie comme pourvoyeur d'assistance, ce qui pourrait entraîner des frictions entre les deux pays (*Centre Carnegie de Moscou*, 27 avril 2020).

Points clés

- L'absence de stratégie durable compromet le développement économique de l'Arctique. Les ambitions affichées pour la région polaire servent principalement les intérêts de l'armée, qui peut justifier sa captation des ressources disponibles par la nécessité d'y renforcer ses capacités.
 - La crise énergétique pourrait provoquer un effondrement des recettes budgétaires russes et compromettre la réalisation de nouveaux projets pétroliers. La Russie doit amorcer un tournant vers les énergies renouvelables.
 - Gazprom pourrait perdre son monopole sur les exportations de gaz vers l'Europe : Rostec et Novatek pourraient elles aussi utiliser le Nord Stream 2, qui devrait aboutir en dépit du changement de la directive européenne sur le gaz.
-

L'expert militaire (sans affiliation connue) V. Chouryguine estime que **l'aggravation du conflit sino-américain accroît la probabilité d'un conflit dans l'Océan pacifique, y compris d'une invasion des îles Kouriles par le Japon** avec l'appui des États-Unis. Ces derniers auraient en effet plus de facilité à combattre la Chine si l'armée russe était mobilisée contre l'adversaire japonais. Les systèmes de défense côtière russe seraient en mesure de contrer cette agression, mais Moscou doit néanmoins s'y préparer (*Svobodnaïa pressa*, 13 mai 2020).

Arctique

Selon S. Soukhankine, chercheur à la *Jamestown Foundation*, la Russie n'a pas de véritable stratégie de long terme pour l'Arctique. Certes, sur le plan militaire, elle a créé ou restauré des bases militaires sur les îles arctiques, mais aussi consolidé le commandement militaire de la zone et déployé des systèmes satellitaires modernes. Ce « bouclier arctique » est conçu dans une perspective défensive, afin de protéger le Passage du Nord-Est des menaces extérieures. En revanche, les projets de développement économique sont confrontés à plusieurs difficultés : faiblesse des infrastructures, déclin démographique et stagnation économique. De fait, à court et moyen termes, **la région polaire constitue avant tout un espace de modernisation de l'armée russe. Elle permet à celle-ci de justifier de nouvelles dépenses**, mais demeure peu attractive tant pour les investisseurs étrangers que pour la population russe (*Riddle*, 8 mai 2020).

Énergie

T. Mitrova, directrice du Centre Énergie de Skolkovo, affirme que **la crise énergétique actuelle provoquera une réduction de 30 % des recettes budgétaires de l'État**, tandis que l'impact global de la baisse des activités du secteur énergétique russe pourrait entraîner une contraction de 5 à 13 % du PIB en 2020. **L'industrie pétrolière russe pourrait se retrouver au bord du seuil de rentabilité pour les projets existants, ce qui limiterait les investissements dans de nouveaux projets** et priverait le budget fédéral de recettes. Dans une moindre mesure, le secteur gazier est aussi affecté. À long terme, **les entreprises russes devraient se tourner vers le développement d'énergies renouvelables**, en particulier à destination de l'Europe qui accélère sa transition énergétique (*Centre Carnegie de Moscou*, 14 mai 2020).

Pour R. TankaeV, de la Chambre de commerce et d'industrie, **le projet de gazoduc Nord Stream 2 sera mené à terme** malgré la révision de la directive européenne sur le gaz. Le pragmatisme des consommateurs européens l'emportera sur les considérations politiques. En outre, le processus d'affaiblissement du monopole de Gazprom est voué à s'amplifier. Dès lors, **d'autres compagnies dont Rosneft et Novatek pourraient exporter du gaz via le gazoduc Nord Stream 2**, ce qui permettrait de développer une concurrence plus saine dans le secteur gazier russe et de se conformer à la réglementation européenne (*Aktoualnye Kommentariï*, 15 mai 2020).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées